

Alors que l'Assemblée Nationale va débattre du projet de loi sur la mobilité au cours de la deuxième quinzaine de juin, tous les fonctionnaires ont désormais pleinement conscience que ce texte conduit à la destruction du Statut Général.

Outil essentiel de la Révision Générale des Politiques Publiques, dans un contexte de suppressions dogmatiques d'emplois publics, cette loi va permettre de réduire de manière drastique le nombre de fonctionnaires d'État et au détriment de leurs droits élémentaires, en remettant en cause encore un peu plus le service public.

Alors que les personnels de l'État se sont largement mobilisés au cours des dernières semaines, qu'il y avait encore mardi 10 juin, plus d'un agent sur trois en grève à la direction générale des finances publiques, le Gouvernement feint d'ignorer l'ampleur du mécontentement et entend mener à terme son projet destructeur.

Face à des des taux de grève aussi élevés et une mobilisation continue dans tous les départements, l'attitude de notre administration et notre ministre qui refuse de répondre ne fait qu'accentuer la colère des agents.

C'est pourquoi, tous les syndicats du département, CGT , FO et SNUI, ont décidé de ne pas participer au CHS de ce jour.

A Tours le 13/06/2008

Pour le SNT CGT 37

Fabrice Marchenoir
Régis Dabouis
Martine Bélanger
Christine Laliat

Pour le SNADGI 37

Nathalie Vergez-Berthier
Geneviève Bouland

Pour la FDSU 37

Françoise Dupont
Patrice Rouffaud
Patrice Longe
Olivier Laurent

Pour FO 37

Jérôme Letheuil
Henri Passette